

**Assemblée générale**

Soixante-quatrième session

Documents officiels

Distr. générale
3 février 2010
Français
Original: anglais

**Commission des questions politiques spéciales
et de la décolonisation (Quatrième Commission)****Compte rendu analytique de la 2^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le lundi, 5 octobre 2009, à 15 heures

Président : Mr. Al-Nasser (Qatar)
Puis : M. Petkus (Vice-Président) (Lituanie)
Puis : M. Al-Nasser (Président) (Qatar)

Sommaire

Point 35 de l'ordre du jour : Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e) de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies**

Point 36 de l'ordre du jour : Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes**

Point 37 de l'ordre du jour : Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies**

Point 38 de l'ordre du jour : Moyens d'étude et de formation offerts par les États Membres aux habitants des territoires non autonomes**

Point 39 de l'ordre du jour : Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (Territoires non couverts par d'autres points de l'ordre du jour)**

Demandes d'audition

* Nouveau tirage pour raisons techniques.

** Points que la Commission a décidé d'examiner ensemble.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.



La séance est ouverte à 15 h 5

Point 35 de l'ordre du jour : Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e) de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies (A/64/23 et Corr.2, chap. VII et XII, et A/64/67)

Point 36 de l'ordre du jour : Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes (A/64/23 et Corr.2, chap. V, et XII)

Point 37 de l'ordre du jour : Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (A/64/23 et Corr.1 et 2)

Point 38 de l'ordre du jour : Moyens d'étude et de formation offerts par les États Membres aux habitants des territoires non autonomes (A/64/69 et Corr. 1 et 2)

Point 39 de l'ordre du jour : Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (Territoires non couverts par d'autres points de l'ordre du jour) (A/64/23 et Corr.1 et 2, chaps. VIII, IX, X, XI et XII, A/64/70 et A/64/185)

1. **M. Natalegawa** (Indonésie), parlant en tant que Président du Comité spécial chargé d'examiner la situation en ce qui concerne l'application de la déclaration sur l'octroi d'un indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et évaluant l'état de la décolonisation à mesure que la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme touche à la fin, dit que depuis la fondation de l'ONU, près de 750 millions de personnes ont exercé leur droit à l'autodétermination, et plus de 80 anciens territoires coloniaux ont accédé à l'indépendance et sont devenus des membres fiers de l'Organisation. Pourtant, la décolonisation fait partie des tâches non encore achevées de l'ONU, car il reste toujours 16 territoires non autonomes. Il s'agit désormais d'accélérer leur décolonisation, et de le faire au cas par cas dans le contexte d'un monde en évolution. Dans certains de ces territoires, le processus de décolonisation est déjà en cours; d'autres pourraient être prêts prochainement à prendre les mesures constitutionnelles nécessaires pour changer de statut; et dans un cas au moins il y a

eu un recul. Pour progresser, il faudra toujours l'engagement de l'ensemble des membres de l'ONU et un effort de coopération de la part de la communauté internationale, des puissances administrantes et des territoires eux-mêmes.

2. Le Comité spécial vise à donner à toutes les parties prenantes une meilleure idée de la complexité des situations sur le terrain et de la dynamique actuelle de la dépendance; il s'est donc engagé davantage dans un dialogue authentique avec tous les intéressés. Ayant passé en revue son propre fonctionnement, il a utilisé les réunions officielles de manière plus efficace et s'est employé à adopter des recommandations axées sur l'action et à jour sur la base de sa surveillance de l'évolution la plus récente de la situation dans un territoire donné. Il a remanié la structure de ses séminaires régionaux sur la décolonisation de manière à mettre l'accent sur une série de questions transversales soulevées par la décolonisation actuelle. Les observations pertinentes formulées par les membres du Comité spécial qui ont participé au séminaire régional de 2009 à Saint-Kitts-et-Nevis sont résumées à l'annexe au chapitre II du rapport du Comité spécial (A/64/23).

3. Le Comité spécial ayant amélioré son fonctionnement, il invite tous ses partenaires et toutes les parties engagées dans le processus de décolonisation à en faire autant. Il est possible d'améliorer encore la coopération entre certaines puissances administrantes et le Comité spécial; une coopération étroite, dont celle pratiquée par la Nouvelle-Zélande dans le cas de Tokélaou peut servir de modèle, profite à tous les intéressés et en particulier aux habitants des territoires.

4. L'éducation et la diffusion d'informations demeurent cruciales pour permettre aux gens de décider de leur statut politique futur en connaissance de cause. Les institutions et les fonds et programmes du système des Nations-Unies devraient affecter une partie de leur aide au développement à l'amélioration de la capacité des territoires à s'administrer eux-mêmes, et contribuer au développement économique et social, à la viabilité environnementale, aux soins de santé et à la bonne gouvernance. Le Comité spécial lui-même a bénéficié de la contribution des divers départements concernés du Secrétariat. Il continuera à rechercher des orientations de la part de la communauté internationale quant aux mesures futures à prendre en matière de décolonisation.

5. **M. Ja'afari** (République arabe syrienne), parlant en tant que rapporteur du Comité spécial, introduit le rapport de ce dernier (A/64/23 et Corr.2). Le rapport passe en revue divers aspects des activités du Comité spécial en 2009 et ses plans d'avenir; rend compte du séminaire régional des Caraïbes tenu à Saint-Kitts-et-Nevis, examine des thèmes spécifiques dans les chapitres II à VI et la situation dans les territoires individuels dans les chapitres VIII à XI. Le chapitre XII contient ses recommandations à l'Assemblée générale concernant les territoires sous forme d'une série de projets de résolution. L'orateur signale que des faits nouveaux qui se sont produits à Sainte-Hélène et dans les îles Turques et Caïques ont rendu nécessaires des modifications des chapitres traitant de ces territoires dans le projet de résolution XI (A/64/23 et Corr.2).

6. **M. Abdelaziz** (Égypte) parlant au nom du Mouvement des pays non alignés, pour lequel la décolonisation et l'exercice du droit fondamental à l'autodétermination ont toujours occupé un rang élevé de priorité, dit que la colonialisme sous toutes ses formes, y compris l'exploitation économique, est incompatible avec les principes des Nations Unies. Il est donc malheureux que des efforts aux fins de son élimination soient toujours nécessaires. L'application effective du Plan d'action adopté en 2000 pour la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme permettrait d'accélérer le processus.

7. Le Mouvement des pays non alignés demande à toutes les puissances administrantes de verser des indemnités pleines et équitables aux peuples des territoires sous leur autorité pour les conséquences économiques, sociales et culturelles de leur occupation actuelle ou passée. Dans le même temps, les Nations Unies doivent veiller à ce que des activités économiques et autres conduites dans les territoires non autonomes ne soient pas contraires aux intérêts des populations, mais qu'elles facilitent leur développement et les aident à progresser vers l'autodétermination, tout en sauvegardant leur identité culturelle et leur patrimoine.

8. Soutenant fermement les travaux du Comité spécial, le Mouvement demande aux puissances administrantes de coopérer avec le Comité spécial et de l'encourager à continuer à œuvrer en faveur de la pleine application de la Déclaration sur la décolonisation et des autres résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

9. La position du Mouvement concernant la question de Porto Rico demeure inchangée et a été exposée le plus récemment à l'occasion de la réunion ministérielle de son Bureau de coordination tenue en 2009 à Cuba et de son 15e sommet des chefs d'État et de gouvernement tenu par la suite en Égypte.

10. *M. Petkus (Lituanie), Vice-président, assume la présidence.*

11. **M. Cancela** (Uruguay), parlant au nom des pays du Marché commun du Sud (MERCOSUR) et de ses États associés, réitère leur appui aux droits légitimes de la République argentine dans le conflit de souveraineté concernant les îles Malvinas. Les présidents des États membres du Mercosur et de ses États associés viennent de réaffirmer ce soutien dans un communiqué conjoint adopté à une réunion du Conseil du MERCOSUR. Le communiqué notait également que l'adoption de mesures unilatérales était incompatible avec les décisions de l'ONU, et qu'il était de l'intérêt de toute la région que le conflit de souveraineté prolongée soit réglé le plus tôt possible, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et aux déclarations de l'Organisation des États américains, du MERCOSUR et d'autres instances régionales et multilatérales. L'inclusion des îles Malvinas, Géorgie du Sud et Sandwich du Sud dans la liste des pays et territoires couverts par la quatrième partie du traité portant création de la Communauté européenne est incompatible avec l'existence d'un conflit de souveraineté.

12. L'autodétermination représente le meilleur moyen de décoloniser les territoires dont les peuples sont soumis à la subjugation, la domination et l'exploitation étrangères, comme le stipule la résolution 1514 (XV). Toutefois, l'autodétermination et la décolonisation ne sont pas synonymes. De nombreuses résolutions adoptées par l'Assemblée générale et d'autres organes ont établi clairement que le principe de l'autodétermination n'était pas applicable à la question des îles Malvinas, qui constituait une situation coloniale spéciale et particulière faisant l'objet d'un conflit de souveraineté entre la République argentine et le Royaume-Uni. Ces résolutions ont également indiqué à plusieurs reprises que le seul moyen de parvenir à une solution juste, pacifique et durable au conflit de souveraineté sur les îles Malvinas résidait dans la reprise des négociations entre l'argentine et le Royaume-Uni.

13. Le MERCOSUR et ses États associés rendent hommage à la volonté de la République argentine de reprendre les négociations en vue de parvenir à une solution rapide au conflit de souveraineté concernant les îles Malvinas, Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et les zones maritimes environnantes, et invite instamment le Royaume-Uni à appliquer résolutions pertinentes de l'ONU et des autres organisations internationales.

14. **M. Heller** (Mexique), parlant au nom du Groupe de Rio, dit qu'il est important de veiller à ce que tous les peuples puissent exercer leur droit inaliénable à l'autodétermination. Alors que les travaux de l'ONU ont permis à bon nombre de peuples d'accéder à l'indépendance, le fait qu'il reste toujours 16 territoires non autonomes sur la liste de l'ONU montre clairement que la décolonisation n'est pas achevée. L'orateur réaffirme l'engagement du Groupe de Rio en faveur de l'élimination du colonialisme et demande aux puissances administrantes d'adopter les mesures nécessaires à la décolonisation des territoires non autonomes restants, compte tenu des circonstances particulières de chaque cas. Il invite également les puissances administrantes à coopérer avec la Commission et à communiquer les renseignements visés à l'alinéa e) de l'article 73 de la Charte des Nations Unies.

15. Le Groupe soutient les activités du Département de l'information destinées à diffuser des informations sur les objectifs de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, mais il lui demande de redoubler d'efforts.

16. Les gouvernements argentin et britannique doivent reprendre leurs négociations en vue de trouver le plus tôt possible une solution pacifique, juste et définitive au conflit de souveraineté sur les îles Malvinas, Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et les zones maritimes environnantes, conformément aux résolutions et décisions pertinentes de l'Assemblée générale, du Comité spécial et d'autres instances, compte tenu du principe de l'intégrité territoriale.

17. Il faut continuer à promouvoir la croissance économique soutenue des petits territoires insulaires des Caraïbes et du Pacifique. Il faut également accorder une attention spéciale aux principaux problèmes qui affectent ses territoires, y compris les ouragans et d'autres catastrophes naturelles.

18. S'agissant du Sahara occidental, le Groupe de Rio réaffirme son appui aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité et continuera à soutenir les efforts du Secrétaire général en faveur d'une solution équitable, durable et mutuellement acceptable aboutissant à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental. À ce propos, le Groupe se félicite de la récente réunion préparatoire officieuse tenue en Autriche entre les deux parties au conflit sous les auspices du Secrétaire général conformément au communiqué final de la quatrième série de négociations de Manhasset, réunion destinée à encourager des négociations sur le fond dans le but de parvenir à une solution définitive grâce à l'application des résolutions 1754 (2007), 1783 (2007), 1813 (2008) et 1871 (2009).

19. **M. Bart** (Saint-Kitts-et-Nevis), parlant au nom des États membres de la communauté des Caraïbes (CARICOM), s'inquiète vivement que ce que la décolonisation effective des territoires non autonomes, qui suppose le choix de l'une des options de statut politique légitimes, à savoir l'indépendance, la libre association ou l'intégration, n'ait guère progressé, bien que des réformes internes aient été promulguées dans plusieurs de ces territoires. Ce manque de progrès semble indiquer que la décolonisation constitue une moindre priorité pour l'ONU. Par exemple, depuis plusieurs années, le rapport annuel du Secrétaire général sur les activités de l'Organisation ne contient aucune référence à la décolonisation, et le premier et seul rapport sur l'application de la Déclaration (A/64/70) est très sommaire et incomplet.

20. Rappelant les nombreuses inquiétudes exprimées au cours des années par la CARICOM concernant les questions relatives à la décolonisation, l'orateur dit qu'alors que la deuxième Décennie de l'élimination du colonialisme touche à sa fin, le principal obstacle réside toujours dans l'incapacité de l'Assemblée générale à faire appliquer ses résolutions. À moins de sortir de cette inertie, l'Organisation mondiale sera complice du refus des aspirations légitimes des peuples dont elle est appelée à protéger la plénitude des droits de l'homme.

21. Les Nations Unies doivent servir de contrepoids constant aux puissances administrantes des territoires non autonomes. Le vide politique actuel a abouti à des tentatives de redéfinir leur statut actuel de dépendance comme un statut d'autonomie, le but consistant apparemment à hâter le retrait des territoires non

autonomes restants de la liste de l'ONU. La communauté internationale ne peut pas cautionner une telle position : la réalisation d'une pleine mesure d'autonomie vérifiable, conformément aux normes de l'ONU applicables de longue date en la matière, détermine si un territoire doit être soustrait à la surveillance des Nations Unies. Il faut relancer les processus de décolonisation actuellement en veilleuse, au lieu de céder à des arguments douteux qui donnent une couverture politique à la légitimation du colonialisme contemporain et de déclarer l'achèvement de la décolonisation. Six des territoires dont les peuples seraient ainsi abandonnés sont situés dans les Caraïbes et sont des membres à part entières ou associés de la CARICOM et de ses institutions. Ainsi le refus d'agir de l'organisation entrave-t-il l'intégration régionale. Tous les autres membres de la CARICOM et bon nombre des États Membres actuels de l'ONU ont été décolonisés grâce au soutien actif et à la vigilance des Nations Unies; malheureusement, ce soutien a baissé sensiblement.

22. Il faut remanier à fond l'approche à la décolonisation; il faut d'urgence un mécanisme spécial chargé de procéder, pour la première fois, à un examen global de l'application du mandat de la décolonisation qui donnerait un tableau complet de l'état actuel des choses. Il faut également réviser attentivement le cadre stratégique de la décolonisation et le projet de budget programme pour la période 2010-2011 en vue de parvenir à des résultats réels. La CARICOM est disposée à collaborer avec des délégations intéressées dans la modernisation de l'ensemble du programme de décolonisation, à commencer par la simplification du nom étendu du Comité spécial de la décolonisation et du point 37 de l'ordre du jour concernant l'aide apportée aux territoires par le système des Nations Unies.

23. La crise politique sur les îles Turques et Caïques est extrêmement inquiétante. La décision de la Puissance administrante de remplacer le Gouvernement élu par son administration directe est regrettable et représente un recul pour ce territoire membre associé de la CARICOM. On ne peut jamais renforcer la démocratie en supprimant la démocratie représentative. Il fallait associer la population du territoire, par le biais de ses représentants élus, aux efforts en faveur du renforcement de la bonne gouvernance. La CARICOM considère, comme le Mouvement des pays non-alignés,

qu'il est urgent de rétablir le gouvernement constitutionnel.

24. La CARICOM maintient son appui de longue date à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental, et prend note des consultations tenues par l'Envoyé personnel du Secrétaire général avec les parties au conflit, les États voisins et d'autres pays intéressés en vue de trouver le moyen de faire avancer des négociations. Les organismes des Nations Unies apportent une aide humanitaire bienvenue, notamment en matière alimentaire, dans les camps de réfugiés au Sahara occidental; pourtant, la malnutrition demeure un grave problème. C'est qu'il faut, c'est une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable, conformément à la résolution 1871 (2009) du Conseil de sécurité. L'Union africaine a demandé un juste titre l'intensification des efforts en faveur de la tenue d'un référendum qui permettra au territoire de choisir entre l'indépendance et l'intégration dans le Royaume du Maroc.

25. **M. Liu Zhenmin** (Chine) dit que la Déclaration a permis d'accélérer la décolonisation dans le monde entier, mais que des millions de personnes vivent toujours dans des territoires non autonomes. Il incombe aux États Membres d'aider les peuples de ces territoires à exercer leur droit inaliénable à l'autodétermination conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration. La Commission porte une grande responsabilité à cet égard et s'est efforcée de s'en acquitter, notamment en renforçant ses liens avec les territoires non autonomes.

26. La délégation chinoise souhaite également l'instauration d'une coopération plus étroite entre les puissances administrantes et l'ONU. La Chine a toujours appuyé les efforts des peuples des territoires non autonomes en faveur de l'exercice de leur droit à l'autodétermination. Elle continuera à collaborer avec la Commission et les autres États Membres pour assurer la réalisation des objectifs énoncés dans la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme.

27. **M^{me} Espinosa** (Équateur), notant que les principes de l'intégrité territoriale, du respect de la souveraineté des États et du règlement pacifique des différends représentent non seulement des éléments fondamentaux de la politique étrangère de son pays, mais sont consacrés dans sa Constitution, exprime son ferme appui aux droits de souveraineté légitime de

l'Argentine sur les îles Malvinas, Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et les zones maritimes environnantes. L'Assemblée générale et le Comité spécial ont adopté diverses résolutions qui reconnaissent que ces îles constituent une situation coloniale spéciale qui ne ressemble à aucune autre. L'orateur demande instamment au Royaume-Uni de répondre aux appels des Nations Unies en faveur d'une solution juste, pacifique et durable au conflit de souveraineté.

28. L'orateur réaffirme l'appui de sa délégation à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale relative à la décolonisation, en particulier en ce qui concerne l'exercice du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. L'équateur soutient également la continuation des négociations entre le *Frente Popular para la Liberación de Sagüía el-Hamra y de Río de Oro* (Frente Polisario) et le Gouvernement marocain.

29. La question de Porto Rico continue à être examinée, conformément à la résolution du Comité spécial de 2009 qui réaffirme le droit inaliénable de l'île à l'autodétermination et à l'indépendance. L'orateur a exprimé l'espoir que la décolonisation des 16 territoires restants sera achevée avant la fin de la deuxième Décennie de l'élimination du colonialisme en 2010. Toutefois, cela sera impossible en l'absence de l'engagement et de la coopération de la communauté internationale toute entière.

30. **M. Parham** (Royaume-Uni) dit que là où le peuple de l'un des territoires d'outre-mer administrés par son Gouvernement a choisi l'indépendance clairement et constitutionnellement, ce dernier l'aidera à y accéder. Si au contraire le territoire souhaite maintenir ses liens avec le Royaume-Uni, il sauvegardera le développement futur du territoire et sa sécurité continue en travaillant en partenariat avec ses dirigeants élus dans des domaines comme la bonne gouvernance, la transparence politique et économique, le renforcement de la sécurité et l'atténuation des catastrophes, et il tiendra des consultations politiques annuelles régulières avec eux.

31. Les constitutions des territoires gouvernent leurs relations avec le Royaume-Uni, et son Gouvernement les met à jour régulièrement en examinant attentivement toutes les propositions de changement constitutionnel émanant des territoires. De nouvelles constitutions sont entrées en vigueur dans les îles Turques et Caïques et à Gibraltar en 2006, dans les Vierges britanniques en 2007, et dans les îles Falkland

et à Sainte-Hélène en 2009, et cela sera le cas des îles Caïmanes le mois suivant.

32. Le maintien de normes élevées d'intégrité et de gouvernance est la pierre angulaire de l'administration britannique des territoires. Le Gouvernement britannique tient à permettre à chaque territoire de gérer ses propres affaires dans toute la mesure du possible, mais quand l'évolution de la situation dans un territoire soulève des inquiétudes ou si un territoire ne respecte pas ses obligations internationales, le Royaume-Uni n'hésitera pas à soulever la question avec le Gouvernement du territoire et interviendra en tant que de besoin. Cela a été le cas dans les îles Turques et Caïques : en 2008 une Commission d'enquête indépendante qui avait examiné des allégations de corruption ou de mauvaise gestion de la part des membres élus du législatif du territoire, a signalé de graves erreurs de gestion financière et a formulé plus de 60 recommandations portant sur des faiblesses systémiques, des sanctions pénales, l'intégrité publique et l'allocation, la vente et la gestion de des terres. En conséquence, en août 2009, le Gouvernement britannique a ordonné au Gouverneur des îles Turques et Caïques de suspendre le Gouvernement et le législatif, ainsi que le droit à être jugé par un jury. Cette décision n'a pas été prise à la légère. La suspension durera pour une période maximale de deux ans pour permettre au Gouverneur de rétablir dans les îles la bonne gouvernance, le développement durable et une saine gestion financière alors qu'il travaillera dans le cadre d'une constitution intérimaire avec un conseil consultatif dans l'élaboration des politiques et avec un forum consultatif pour permettre au peuple de se faire entendre. Le Royaume-Uni a l'intention d'organiser des élections en juillet 2011 au plus tard.

33. Le Gouvernement britannique continue à encourager ses territoires d'outre-mer à répondre aux normes internationales reconnues du G-20 pour assurer une saine réglementation financière et une bonne gestion économique. À ce jour, trois sur les sept territoires britanniques d'outre-mer ayant des centres financiers - les Bermudes, les îles Vierges britanniques et les îles Caymanes - figurent maintenant sur la liste des pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) qui appliquent pleinement des normes fiscales convenues sur le plan international. Le Royaume-Uni collabore également avec les gouvernements des territoires afin que leurs

finances publiques puissent résister à des secousses économiques et que leur politique fiscale incorpore une stratégie claire de réduction de la dette avant tout nouvel emprunt.

34. **M. Valero Briceno** (République bolivarienne du Venezuela) dit qu'il existe toujours dans l'hémisphère américaine des territoires soumis à la domination coloniale ou à l'occupation étrangère. Les travaux du Comité spécial sont particulièrement importants en ce qui concerne la décolonisation des 16 territoires autonomes restant dans le monde.

35. Parmi les situations qui restent à régler, il convient de mentionner les cas des îles Malvinas, de Porto Rico et du Sahara occidental. Le Gouvernement vénézuélien soutient la souveraineté légitime de l'Argentine sur les îles Malvinas, Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et les zones maritimes environnantes. Il soutient également le droit inaliénable de Porto Rico à l'autodétermination en tant que nation distincte de l'Amérique latine et des Caraïbes. À l'occasion de son sommet de 2009, le Mouvement des pays non-alignés et a demandé au Gouvernement des États-Unis de progresser vers l'autodétermination et l'indépendance. Dans le même temps, ce Gouvernement devrait restituer l'ensemble du territoire occupé et des installations construites à Vieques et à Ceiba au peuple portoricain, et libérer les prisonniers politiques détenus pour avoir lutté pour l'indépendance de leur nation.

36. Le Venezuela reconnaît la République démocratique arabe sahraouie. Elle a conclu avec ce pays trois accords concernant les affaires étrangères, les finances, la communication et l'information, et la politique des pouvoirs publics, et conclura cinq autres dans les domaines de la santé et de l'éducation.

37. **M. Sangqu** (Afrique du Sud) fait observer que si ce n'était pour les efforts louables que le Comité spécial a déployé au nom des peuples vivant sous domination coloniale et occupation étrangère, sa délégation ne serait pas représentée à l'ONU. Il s'inquiète du fait que dans la dernière colonie sur le continent africain, le peuple du Sahara occidental lutte toujours pour l'autodétermination, droit inaliénable que l'Assemblée générale a toujours reconnu. L'occupation continue du Sahara occidental par le Maroc représente un défi aux principes de la Charte des Nations Unies et à l'autorité et la crédibilité de l'ONU. L'Afrique du Sud fait sienne la position de l'Union africaine conformément à laquelle le droit du

Sahara occidental à l'autodétermination et à l'indépendance n'est pas négociable; elle ne reconnaît pas la souveraineté marocaine sur le territoire, et considère sa présence commune occupation continue. Un référendum supervisé par l'ONU permettrait au peuple sahraoui de choisir librement son statut futur. Le Gouvernement sud africain soutient les efforts du Secrétaire général en faveur d'une solution politique mutuellement acceptable et demande instamment au Gouvernement marocain et au peuple sahraoui, représenté par le Frente Polisario, de collaborer avec l'Envoyé personnel du Secrétaire général en vue de surmonter leurs différences et de sortir de l'impasse. La série de négociations lancées en 2007 pourrait aboutir à des résultats positifs.

38. Le Secrétaire général devrait enquêter sur les informations faisant état de violations des droits de l'homme au Sahara occidental, et il faut tout faire pour restaurer la dignité du peuple sahraoui. La Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) joue un rôle crucial dans le processus de paix.

39. *M. Al-Nasser (Qatar) reprend la présidence.*

40. **M. Benitez Verson** (Cuba) fait observer que la décolonisation doit continuer à représenter une priorité pour les Nations Unies. Le Comité spécial de la décolonisation a accompli des travaux sérieux avec les puissances administrantes, les représentants des territoires autonomes et les États Membres en encourageant le dialogue, mais il est inquiétant que certaines puissances administrantes ne collaborent pas avec le Comité spécial, en violation de la Charte qui les y oblige.

41. La situation dans les îles Turques et Caïques, où la puissance administrante a suspendu des parties de la constitution, est troublante, et il est urgent de rétablir l'ordre constitutionnel.

42. Bien que des résolutions successives du Comité spécial aient confirmé le droit du peuple portoricain, qui défend son identité nationale, à décider librement s'il souhaite être indépendant et créer un État souverain, il n'a pas encore pu le faire. Le Comité spécial a invité expressément l'Assemblée générale à examiner la question de Porto Rico sous tous les aspects, et les États membres du Mouvement des pays non-alignés considèrent toujours que la question de Porto Rico est une question coloniale et que les États-

Unis ont l'obligation d'accélérer sa marche vers l'indépendance.

43. Le peuple du Sahara occidental a également le droit de déterminer son propre avenir. Quatre séries de négociations ont eu lieu les dernières années entre les deux parties à ce différend sous les auspices du Secrétaire général, et les efforts en faveur de l'autodétermination se poursuivent.

44. Cuba soutient pleinement la souveraineté légitime de l'Argentine sur les îles Malvinas qui font partie de son territoire national. Il appelle une solution négociée, juste et définitive à cette question.

45. Cuba vient d'offrir des bourses à 13 étudiants additionnels provenant de territoires non autonomes, qui s'ajoutent au plus de 500 qui reçoivent actuellement une éducation et une formation à Cuba. D'autres États Membres qui sont en mesure de le faire devraient également offrir de telles facilités. En outre, les institutions spécialisées et les organismes associés à l'Organisation des Nations Unies pourraient apporter une aide extrêmement utile aux territoires. Si tous les États Membres travaillent ensemble, le colonialisme sera bientôt une affaire du passé.

46. **M. Badji** (Sénégal) dit que les Nations Unies ont remporté certains parmi leurs plus grands succès dans le domaine de la décolonisation, or certaines situations ne sont toujours pas réglées. Tous les États Membres en cause doivent permettre aux peuples des territoires non autonomes d'exprimer librement leur volonté.

47. La question du Sahara occidental préoccupe plus particulièrement le Sénégal, qui partage une histoire commune avec le Royaume du Maroc et entretient de bonnes relations avec lui. La situation douloureuse au Sahara occidental n'est satisfaisante pour aucune des parties directement concernées. Le Sénégal soutient fermement la proposition marocaine tendant à accorder une large autonomie à la région du Sahara dans le cadre de la souveraineté marocaine. Cette proposition réaliste et raisonnable offre les meilleures chances d'une solution politique finale et mutuellement acceptable à la question du Sahara occidental. Le Sénégal est dévoué au renforcement des relations fraternelles entre tous les pays du Maghreb et du continent africain dans son ensemble. Il considère qu'il est impératif de décourager toutes les formes de séparatisme et de prévenir toute désintégration du tissu social dans le Maghreb.

48. La délégation sénégalaise soutient donc les initiatives dignes d'éloges du Secrétaire général et de son Envoyé personnel, qui continue de tenir des consultations approfondies sur les positions actuelles des parties et sur les moyens de passer à une phase de négociations plus intenses sur les questions de fond. Le Sénégal espère que les quatre séries de négociations commencées sous les auspices de l'Envoyé personnel précédent du Secrétaire général seront continuées sous la forme de pourparlers directs.

49. Il faut que les deux parties fassent preuve d'un esprit de compromis et entament les négociations de bonne foi de manière à ne pas perdre l'élan vers un règlement conforme à la Charte. Comme l'Envoyé personnel l'a fait valoir, il faut que le Conseil de sécurité joue un rôle plus actif et donne des orientations claires de manière à assurer la stabilité, l'intégration et le développement de la région et à permettre aux réfugiés sahraouis de vivre une vie normale sur leur propre terre.

50. **M. Muburi-Muita** (Kenya) dit qu'au moment où la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme touche à sa fin, il faut intensifier les efforts de coopération en faveur de la décolonisation des 16 territoires non autonomes restants. Le Comité spécial, dont les travaux comptent sur le soutien sans équivoque du Kenya, doit poursuivre un dialogue authentique destiné à trouver des moyens concrets et plus créateurs d'éliminer le colonialisme, et les puissances administrantes des territoires doivent collaborer, faciliter les missions de visite dans les territoires, communiquer régulièrement des renseignements sur les conditions qui y règnent, promouvoir leur progrès sans épuiser les ressources qui constituent leur patrimoine, et les aider à préserver leur identité culturelle grâce à la restitution des biens culturels.

51. S'agissant de la question du Sahara occidental, le Kenya soutient les négociations en cours sous les auspices du Secrétaire général comme la seule voie vers une solution juste, durable et mutuellement acceptable.

52. **M. Mbuende** (Namibie) déplore que le colonialisme soit toujours une question dont la Commission soit obligée de traiter : cela révèle un grave manque de volonté de la part des Nations Unies. La Namibie invite instamment les puissances administrantes à accélérer le processus consistant à

accorder l'autodétermination et l'indépendance aux territoires non autonomes et demande à l'ONU, et à la quatrième Commission en particulier, de ne ménager aucun effort pour mettre fin à l'occupation étrangère odieuse.

53. La Namibie s'inquiète vivement de l'occupation continue de la terre palestinienne. L'on peut s'interroger sur la valeur de tant de résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité s'il est impossible de les appliquer. Il faut garantir au peuple palestinien son droit inaliénable à l'autodétermination et à son propre et État. Israël doit cesser toutes les activités illégales, lever le siège injuste qu'il a mis à la bande de Gaza, et promouvoir au contraire des négociations pacifiques fondées sur ces résolutions et la feuille de route du Quatuor, seule option viable pour une solution des deux États. S'agissant du Sahara occidental, le Gouvernement namibien engage les Nations Unies à assumer pleinement leurs responsabilités; il considère qu'il faut renforcer la MINURSO afin qu'elle puisse surveiller le cessez-le-feu et les éventuelles violations des droits de l'homme. Le plan des Nations Unies prévoyant la tenue d'un référendum libre et régulier sur le territoire doit être appliqué immédiatement et inconditionnellement. La Namibie est solidaire des peuples de ces deux territoires dans leur quête de la liberté, de l'indépendance et de la justice sociale.

54. **M. Kleib** (Indonésie) dit qu'en tant que nation qui s'est libérée du colonialisme grâce à une dure lutte pour l'indépendance, l'Indonésie continuera à travailler de manière constructive en faveur de l'accélération de la décolonisation dans le cadre de l'ONU. Le droit à l'autodétermination et le respect de l'intégrité territoriale des États Membres sont essentielles pour la décolonisation. Toute action future doit découler des délibérations et décisions précédentes de l'Assemblée générale.

55. La décolonisation est au premier chef un processus politique. Alors que le progrès économique et social est le bienvenu, il n'élimine pas la nécessité de trouver une solution politique permanente choisie librement par le peuple de chaque territoire conformément aux principes des Nations Unies.

56. Le Comité spécial est appelé à jouer un rôle central dans la décolonisation, et tous les États Membres, en particulier les puissances administrantes qui ne l'ont pas encore fait, ainsi que les organismes et

institutions du système des Nations Unies, doivent appuyer pleinement ses travaux. Alors que la deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme tire à sa fin, l'Assemblée générale devrait envisager de lancer une troisième Décennie dotée d'un plan d'action viable, dynamique et quantifiable.

57. **M. Santos** (Timor-Leste) dit que depuis des décennies, son pays, qui a un passé colonial analogue, suit de près la question du Sahara occidental. Les deux pays ont été colonisés par des puissances ibériques, ont été identifiés par les Nations Unies comme prêts pour la décolonisation, et ont été envahis par leurs voisins immédiats à peu près à la même période, en 1975, après le retrait des Européens. Les deux ont été victimes de violations très répandues des droits de l'homme et ont subi les conséquences d'une situation politique mondiale dont ils n'étaient pas responsables. Une amitié et une solidarité solides se sont développées entre le peuple timorais et le peuple sahraoui pendant leur lutte pour l'indépendance, mais alors que le Timor-Leste est parvenu à l'autodétermination en 1999 sous la supervision de l'ONU, le Sahara occidental de l'a pas encore fait, ce qui est inexplicable.

58. Comme dans le passé de son propre pays, on a affirmé que le Sahara occidental n'était pas viable économiquement. Les colonisateurs ont toujours déformé la vérité dans l'intérêt de leurs impératifs politiques, et la prépondérance de ressources, le pouvoir géopolitique et les soutiens extérieurs leur ont donné des avantages additionnels. Le Timor-Leste exige que le droit des Sahraouis à l'autodétermination soit respecté scrupuleusement. Il ne faut pas se bercer dans l'illusion que la paix puisse prospérer sur la base de l'injustice.

59. Le Gouvernement de l'orateur soutient pleinement les efforts de l'Envoyé personnel du Secrétaire général en faveur d'une solution juste et acceptable à ce conflit prolongé, et il rend hommage au Gouvernement autrichien qui a facilité des pourparlers entre les représentants des deux parties au conflit. Toutefois, il s'inquiète vivement des violations des droits de l'homme commises contre le peuple sahraoui dans le Sahara occidental occupé. Toutes les parties doivent honorer leurs engagements à l'égard des droits de l'homme et s'acquitter des obligations qu'elles ont contractées en vertu du droit international.

60. **M. Rugunda** (Ouganda) s'inquiète de ce que la décolonisation n'ait pas encore abouti à une conclusion heureuse. Les fondateurs de l'Union africaine ont déployé de gros efforts pour décoloniser l'Afrique et ont enregistré de bons résultats. Pourtant, la question du Sahara occidental reste toujours sans solution, et elle doit retenir l'attention qu'elle mérite de la part de tous les États Membres. Seul le peuple sahraoui peut et doit décider de sa propre destinée sans aucune condition. Il est encourageant que les parties au conflit aient réaffirmé leur intention de poursuivre les négociations menées les dernières années sous les auspices du Secrétaire général et ont en fait soumis à ce dernier des propositions séparées en 2007. L'orateur se félicite des efforts de l'Envoyé personnel du Secrétaire général qui a travaillé sur la base de la résolution 1871 (2009) du Conseil de sécurité et de ses résolutions antérieures, et accueille avec satisfaction les réunions en cours qui sont destinées à faire passer les négociations dans une cinquième série. Il demande instamment aux deux parties de travailler dur pour surmonter leurs divergences en vue de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permettra au peuple du Sahara occidental d'exercer son droit à l'autodétermination.

61. Dans le même temps, l'Ouganda se préoccupe des violations des droits de l'homme qui auraient été commises au Sahara occidental, mais est rassuré par le fait que le Secrétaire général a réaffirmé l'engagement de l'ONU en faveur du maintien des normes des droits de l'homme sur ce territoire. Depuis quelque temps, on signale de cas d'exploitation illégale des ressources du Sahara occidental, et cette question doit également être examinée.

Droit de réponse

62. **M. Parham** (Royaume-Uni), parlant dans l'exercice du droit de réponse aux déclarations faites par les délégations cubaine, équatorienne, mexicaine, uruguayenne et vénézuélienne concernant la question de la souveraineté sur les îles Falkland, réitère la position bien connue de son Gouvernement, à savoir que le Royaume-Uni n'a aucun doute quant à sa souveraineté sur ce territoire et qu'il ne peut y avoir des négociations sur la souveraineté à moins que et avant que les habitants eux-mêmes ne le souhaitent.

63. Répondant à la déclaration des représentants de Saint-Kitts-et-Nevis et de Cuba concernant la suspension du Gouvernement des îles Turques et

Caïques, l'orateur réitère que le Gouvernement britannique a bien réfléchi avant de prendre cette décision constitutionnelle; que la suspension vise à permettre au Gouverneur de rétablir la bonne gouvernance, le développement durable et une saine gestion financière, et qu'il est prévu de tenir des élections en juillet 2011 au plus tard.

64. **M. Diaz Bartolomé** (Argentine), répondant aux observations formulées par la délégation britannique, dit que son Gouvernement considère les îles Malvinas, Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et les zones maritimes environnantes comme une partie intégrante du territoire argentin. Comme ils ont été occupés illégalement par le Royaume-Uni, ils font l'objet d'un conflit de souveraineté entre les deux pays. Diverses organisations internationales et l'Assemblée générale ont reconnu dans une série de résolutions l'existence d'un conflit de souveraineté - ce qui est également le cas du Comité spécial et de l'Organisation des États américains - et les deux gouvernements ont été invités à reprendre les négociations en vue de régler le conflit.

Demandes d'audition

65. **Le Président** attire l'attention sur 95 demandes d'audition présentées au titre du point 39 de l'ordre du jour et concernant Gibraltar (A/C.4/64/2), Guam (A/C.4/64/3) et Add.1-7), les îles Vierges américaines (A/C.4/64/4 et Add.1, le Sahara occidental (A/C.4/64/5 et Add. 1-83), et la Nouvelle-Calédonie (A/C.4/64/6). Il considérera que la Commission souhaite donner suite à ces demandes.

66. *Il en est ainsi décidé.*

La séance est levée à 17 h 50.